

## CONVENTION DE REVERSEMENT

Relative au programme « **IMPULSION** » de Guillaume **MONCHAMBERT**

**PALSE/2016/79**

Etablie en vertu de la convention de financement N° ANR-11-IDEX-0007-02 signée le 10 janvier 2013 entre l'Etat, l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) et l'Université de Lyon,

Ci-après désignée par la « Convention de Financement »

Etablie en vertu de l'Accord de consortium PALSE signé le 17 juin 2014 entre l'Université de Lyon et les établissements partenaires du PALSE.

Ci-après désigné par « Accord de Consortium »

Entre

### **L'Université de Lyon**

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,  
Dont le siège est situé 92 rue Pasteur - CS 30122 – 69361 LYON cedex 07,  
N° SIRET 130003 767 00022, Code APE 85.42Z,  
Représentée par son Président, Monsieur Khaled BOUABDALLAH,

Ci-après désigné par « **UDL** »,

Et

### **L'Université Lumière – Lyon 2**

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,  
Dont le siège est situé 86 rue Pasteur - 69635 Lyon cedex 07  
N° SIRET 196 917 751 00014, code NAF 803Z  
Représenté par sa Présidente, Madame Nathalie DOMPNIER

Ci-après désignée « **ULL** »,

Ci-après désignées collectivement par « les Parties ».

**Etant préalablement exposé que :**

Dans le cadre des Investissements d'avenir, l'UdL a proposé le projet PALSE (Programme Avenir Lyon Saint Etienne) en réponse à l'appel à projets Initiative d'Excellence (Idex). Le projet PALSE a été retenu par l'Etat, décision du Premier Ministre n° ANR-11-IDEX-0007 donnant l'autorisation à l'ANR de contractualiser sur le projet dans le cadre de l'action « Initiative d'Excellence ».

Le Comité PALSE a lancé en 2016 auprès des établissements partenaires du PALSE une seconde action IMPULSION visant à l'environnement de chercheurs et enseignants chercheurs nouvellement recrutés sur le site.

Cette action entre dans le cadre de l'exception de l'éligibilité des dépenses PALSE prévue par l'article 3 de l'avenant N2 à la convention attributive d'aide à la convention ANR-11-IDEX-0007-02 PALSE.

Guillaume MONCHAMBERT a été sélectionné comme lauréat et s'est vu attribuer un soutien de 50 000 € pour la réalisation de son projet, ci-après désigné par « PROJET ».

Le PROJET sera réalisé au sein du Laboratoire d'Aménagement Economie Transport (LAET) (ci-après le « LABORATOIRE »), dirigé par monsieur Charles RAUX, dont le CNRS, l'ULL et l'ENTPE sont tutelles.

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT:****ARTICLE 1- Objet**

La présente convention et ses annexes ont pour objet de définir les conditions de reversement par l'UdL à l'ULL d'une partie de la subvention ANR perçue au titre du PALSE pour le financement du PROJET ainsi que les conditions d'exécution du PROJET.

La convention définit les rôles de l'UdL et de l'ULL.

**ARTICLE 2 : Rôle de l'UDL**

L'UdL est l'établissement porteur du PALSE. A ce titre, il est destinataire des crédits ANR destinés à sa mise en œuvre et dans ce cadre responsable de l'appel à projets « Impulsion 2017 ».

**ARTICLE 3 : Rôle du Responsable Scientifique**

Le Responsable Scientifique est monsieur Guillaume MONCHAMBERT.

Il est à ce titre chargé de la mise en place du PROJET, tel que décrit dans l'annexe 1. Il assure le suivi du PROJET et produit les rapports scientifiques sur demande de l'ULL ou de l'UdL.

#### **ARTICLE 4 : Rôle de l'ULL**

L'ULL s'engage, à accompagner la mise en œuvre du PROJET, au sein du laboratoire susmentionné.

L'ULL s'engage à ce que les sommes versées selon les modalités prévues à l'article 7 soient exclusivement dédiées au PROJET tel que décrits dans l'annexe 1 et selon le budget joint en annexe 2. Elle assure le suivi administratif et financier du PROJET.

L'ULL s'engage à fournir à l'UdL, dans un délai de trente jours ouvrés après la demande écrite de l'UdL, tous les éléments en sa possession permettant de répondre aux éventuelles demandes de l'ANR concernant le PROJET.

L'ULL s'engage à réaliser le PROJET dans les délais définis à l'article 9 de la présente convention.

#### **ARTICLE 5 : Accord de consortium**

Toutes les clauses de l'Accord de Consortium conclu conformément à l'article 6.3 de la Convention de Financement s'appliqueront au PROJET.

#### **ARTICLE 6 : Communication**

Toutes les publications et les communications réalisées dans le cadre du PROJET devront faire apparaître la mention suivante : « Ce travail a été réalisé grâce au soutien financier du Programme Avenir Lyon Saint-Etienne de l'Université de Lyon, dans le cadre du programme "Investissements d'Avenir" (ANR-11-IDEX-0007). »

#### **ARTICLE 7 : Modalités financières**

7.1 : Montant du soutien :

L'UdL s'engage à reverser à l'ULL le montant de l'aide allouée au titre du PROJET soit la somme maximale de 50 000 € (cinquante mille euros).

L'aide allouée n'entre pas dans le champ d'application de la TVA conformément à l'article 4.4 du Règlement financier de l'ANR relatif aux modalités d'attribution des aides au titre de l'appel à projets Initiatives d'excellence.

## 7.2 : Modalités des versements :

L'UdL s'engage à verser à l'ULL au terme du PROJET les sommes correspondantes aux dépenses éligibles selon le règlement financier de l'ANR. L'ULL percevra les fonds à la fin du projet sous réserve de présentation :

- de la convention PALSE/2016/79 signée de toutes les parties
- d'un rapport d'activité rédigé par le responsable scientifique du PROJET
- d'un relevé de dépense détaillé et signé de l'agent comptable de l'ULL
- d'une facture du montant des dépenses éligible d'un montant maximum de 50 000 € (cinquante mille euros) à l'ordre de l'Université de Lyon intitulée « PALSE/2016/79/ solde ».

En cas de trop perçu, l'ULL s'engage à rembourser l'UdL des sommes indûment perçues.

En cas de résiliation (art 10) et au plus tard dans les trois mois après la date de fin du PROJET ou de la date effective de résiliation, l'ULL doit fournir un état récapitulatif des dépenses acquittées couvrant la durée globale du PROJET, validé et signé par l'Agent Comptable ainsi qu'un rapport scientifique final.

## 7.3 Coordonnées bancaires

Les versements se feront sur le compte bancaire dont les coordonnées sont précisées ci-dessous :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé
<b>10071</b>	<b>69000</b>	<b>1004332</b>	<b>66</b>

Les versements interviendront dans les 30 jours à compter de la date de réception de la facture qui sera adressée à la signature du présent contrat à l'attention du service financier de l'Université de Lyon, 92 rue Pasteur - CS 30122 - 69361 Lyon cedex 07, sous réserve du versement préalable des fonds par l'ANR à l'UdL.

## **ARTICLE 8 : ELIGIBILITE DES DEPENSES**

### 8.1 : Période d'éligibilité des dépenses :

Les dépenses éligibles sont celles prévues par le règlement ANR relatif aux modalités d'attribution des aides au titre des appels à projets initiatives d'excellence.

Les dépenses devront être liquidées du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31<sup>er</sup> décembre 2017.

Dans le cas où une dépense engagée par l'ULL au titre de cette convention ne serait pas jugée éligible par l'ANR, l'ULL s'engage à reverser la part de subvention correspondant à cette dépense

ainsi que les frais de gestion y afférant à l'UdL dans un délai de trois mois après que l'UdL en a fait la demande.

L'ULL s'engage à respecter les procédures de justifications annuelles des dépenses mises en place par l'ANR. L'UDL s'engage à fournir au plus tôt à l'ULL les informations relatives à ces procédures.

#### 8.2 : Frais de gestion

L'ULL pourra faire figurer parmi les dépenses éligibles des frais de gestion selon les modalités fixées par le règlement ANR relatif aux modalités d'attribution des aides au titre des appels à projets Initiatives d'Excellence. Ces frais de gestion devront être inclus dans le budget du PROJET et ne viennent pas en supplément.

Ces frais ont un caractère forfaitaire et sont plafonnés à 4 % du coût total des dépenses réalisées.

### **ARTICLE 9 : DUREE**

Le PROJET se déroule du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2017.

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de signature et prendra fin à l'exécution complète des obligations par les parties ou en cas de fin anticipée de la Convention de Financement et au plus tard le 1<sup>er</sup> mars 2018.

### **ARTICLE 10 : RESILIATION**

Cette convention peut être résiliée par l'une des Parties en cas de non-exécution par une ou plusieurs Parties de ses engagements. Cette résiliation ne devient effective que dans un délai de trente jours à compter de la notification de son manquement par lettre recommandée avec accusé de réception à toutes les parties.

### **ARTICLE 11 : LOI APPLICABLE – LITIGE**

La convention est soumise au droit français.

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution du Contrat, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable par l'intermédiaire de leurs autorités respectives. Au cas où les Parties ne parviendraient pas à résoudre leur différend dans un délai de deux (2) mois à compter de la survenance du différend, notifiée par la Partie plaignante aux autres Parties, le litige sera définitivement tranché par les tribunaux compétents.



Fait à Lyon, en deux exemplaires, le

Pour l'Université de Lyon

Pour l'Université Lumière - Lyon 2

Le Président

Khaled BOUABDALLAH

La Présidente

Madame Nathalie DOMPNIER

Le lauréat Guillaume MONCHAMBERT

Annexe 1 : Budget prévisionnel :

	euros
<b>Fonctionnement</b>	
Missions	5000
Invitations (expertise internationale)	5000
Colloque international (inscription + déplacement)	2000
Enquête	33076
<b>Equipement</b>	
Poste de travail (unité centrale puissante)	2500
<b>Coût d'environnement</b> (documentation, consommables)	500
<b>Sous-total</b>	48076
<b>Frais de gestion</b>	
4%	1923,04
<b>TOTAL</b>	<b>49999,04</b>

## Annexe 2 : Projet Scientifique : Knowledge And Regulation of NEW MOBility

**Enjeux** : Chaque mois, en France, plus d'un million de passagers sont transportés grâce à la plateforme leader du covoiturage, Blablacar, et environ 350 000 déplacements interrégionaux sont effectués via des autocars dont le marché a été libéralisé par la loi Macron en juillet 2015. En dépit de ce succès croissant, la **connaissance de ces nouvelles formes de mobilité reste limitée**. En particulier, les modèles théoriques existants ne parviennent pas à appréhender les spécificités des nouvelles mobilités.

**Objectifs** : Le projet KARNEWMOB a pour principal objectif **de renouveler la connaissance des mécanismes économiques liés aux nouvelles mobilités**. Il faudra pour cela dépasser les modèles de choix modal dits « classiques », qui parviennent certes à prendre en compte et à reproduire les comportements d'usage des modes de transport traditionnels, mais qui restent limités dans l'analyse des nouvelles mobilités. Le défi majeur consiste en la monétarisation des caractéristiques propres aux nouvelles mobilités.

**Méthodologie** : Le projet KARNEWMOB est un programme de recherche à dimension internationale, initialement d'une durée de un an mais potentiellement pluriannuel, qui comporte un volet théorique et un volet économétrique.

Le volet théorique consiste tout d'abord en la définition de nouvelles fonctions d'utilité qui reflètent les spécificités des nouvelles mobilités, notamment l'aspect « interaction sociale », puis en l'intégration de ces fonctions dans des modèles de choix modal discrets qui prennent en compte l'hétérogénéité des usagers, par exemple les modèles dits à « classes latentes » .

Ces modèles seront finalement calibrés dans le cadre du volet économétrique grâce à une base de données spécialement réalisée pour le projet. Elle reposera sur la **réalisation d'une enquête auprès d'usagers actuels et potentiels de ces modes** qui constituera le principal pôle de dépenses du projet KARNEWMOB. Cette enquête sera conçue pour mesurer la disposition à payer des individus entre différents déplacements impliquant des temps de trajet, des niveaux de confort, de flexibilité, de fiabilité, de sécurité, d'interaction sociale et des coûts monétaires différents.

Parallèlement à ces travaux, des experts internationaux des modèles de choix discrets seront invités à l'occasion de séminaires organisés à Lyon afin de bénéficier de leurs expériences et de leur présenter nos réalisations.

**Perspectives** : Le projet KARNEWMOB permettra une avancée académique sur le plan de la définition des fonctions d'utilité et des modèles de choix discrets. A moyen terme, les résultats obtenus permettront d'affiner les modèles méso-économiques de transport et de proposer des outils de régulation efficaces. Enfin, le projet KARNEWMOB renforcera l'inscription de **l'Université de Lyon dans un réseau scientifique international dans le domaine de la modélisation des choix discrets appliqués aux transports**, en particulier à travers le programme « Transports et Mobilités » de l'Idex Lyon.